

Persistance des blocages dans l'accord inter-burundais de paix

PANA, 22/12/2008 Bujumbura, Burundi - La mise en application effective de l'accord de cessez-le-feu du 7 septembre 2006, entre le pouvoir central et le Parti pour la libération du peuple hutu/Front national de libération (PALIPEHUTU-FNL, rébellion), risque d'aller au-delà de la date butoir du 31 décembre 2008 fixée par le dernier sommet de l'Initiative de paix pour le Burundi, au rythme où vont les préparatifs. Chaque partie se lave néanmoins les mains et le porte-parole du dernier mouvement rebelle encore actif dans le pays, Pasteur Habimana, a pris à tout le moins, lundi, la presse, sur un site de cantonnement en cours d'aménagement pour accueillir des milliers de combattants du PALIPEHUTU-FNL, candidats à la démobilisation, désarmement et réintégration (DDR) dans une nouvelle vie socioprofessionnelle.

"Vous avez vu de vos propres yeux et allez dire honnêtement à l'opinion nationale et internationale que le site n'est pas prêt pour accueillir nos combattants et que nous ne sommes donc pas de mauvaise foi", a-t-il déclaré devant la presse. Les installations d'eau et les latrines n'étaient, en effet, pas encore disponibles, lundi, au site de cantonnement de Ribirizi, à la périphérie nord-ouest de Bujumbura, la capitale du Burundi. Concernant les abris, l'armée rwandaise a fait savoir dernièrement, le ministre burundais de la Défense nationale et des anciens combattants, le lieutenant général, Germain Niyoyankana. Mais il en faudrait plus, à en croire les responsables rebelles qui revendiquent plus de 21.000 combattants. Le sommet régional avait également donné l'ordre au PALIPEHUTU-FNL de changer son appellation actuelle à connotation ethnique pour marquer l'engagement en tant que parti politique pouvant oeuvrer dans la légalité constitutionnelle. La loi fondamentale en vigueur dans le pays n'autorise pas la reconnaissance de parti à connotation ethnique, religieuse ou régionale. Là-dessus également, le porte-parole du PALIPEHUTU-FNL a renvoyé la balle dans le camp des parrains du processus inter-burundais de paix, en leur demandant plus de moyens matériels et financiers pour sillonner le pays et aller expliquer à la base le bien fondé de changer de nom. "Le PALIPEHUTU-FNL a 30 ans d'existence et nous ne pouvons pas changer de nom du jour au lendemain sans rendre d'abord compte aux militants et sympathisants", est revenu à la charge M. Habimana. L'Etat burundais, de son côté, s'était engagé au cours du sommet régional du 4 décembre 2008 à dégager 33 postes de responsabilités dans les différentes institutions du pouvoir pour caser les cadres du PALIPEHUTU-FNL. Le président burundais, Pierre Nkurunziza, a réitéré publiquement l'offre, samedi dernier, en faisant savoir que postes étaient directement disponibles, le reste des places pouvant être dégagées avant le 15 janvier prochain.